

Département fédéral de l'intérieur DFI  
3003 Berne

Par e-mail à : [vernehmlassungen@blv.admin.ch](mailto:vernehmlassungen@blv.admin.ch)

Berne, le 7 février 2017 usam-No/nf

## **Réponse à la consultation** **Modification d'ordonnances du domaine vétérinaire**

Mesdames, Messieurs,

Numéro 1 des PME helvétiques, l'Union suisse des arts et métiers usam représente 250 associations et quelque 300 000 entreprises. En tant que plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, nous nous engageons sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.

### • **Remarques générales**

L'Union suisse des arts et métiers usam se prononce pour une protection juste et adéquate des animaux. Les animaux se doivent d'être traités avec égard et d'être protégés de tout mauvais traitement. Le présent train d'ordonnances augmente, une fois de plus, la densité normative. La charge administrative découlant de l'OPAn doit être supprimée. Il ne s'agit pas d'étouffer les PME sous une charge administrative sous prétexte de présomptions ou de prévention exagérée non justifiée. Rappelons que les exceptions ne justifient aucunement l'introduction de nouvelles réglementations et que le principe de proportionnalité doit également être appliqué dans le droit vétérinaire. 88% des entreprises de ce pays sont des micro-entreprises de moins de 10 collaborateurs. Les nouvelles réglementations pèsent sur ces entreprises qui, bien souvent, manquent de ressources pour les mettre en pratique. Compte tenu de la densité normative du projet, l'usam le rejette et demande à ce qu'il soit retravaillé et que les dispositions inutiles soient abandonnées.

### • **Ordonnance sur la protection des animaux**

**Art. 22 al. 3** : L'Union suisse des arts et métiers usam s'oppose à l'introduction de cet alinéa et demande qu'il soit biffé. Cet article inscrit l'obligation pour un vétérinaire d'annoncer les chiens à la queue et/ou aux oreilles coupées ainsi que les chiens nés avec une queue courte aux autorités compétentes. Or, jusqu'à présent, il appartenait aux détenteurs de chiens d'annoncer ces spécificités. Augmenter la charge administrative des vétérinaires sous prétexte qu'ils sont les seuls à pouvoir déceler la différence n'est pas un argument convaincant. Toute personne sensée ayant l'ambition d'acquérir un tel animal se renseigne et est donc capable d'annoncer ces détails. L'augmentation de la charge administrative se traduit en coût. Coût qui se répercutera automatiquement sur la facture du consommateur. Il est inutile et dommageable d'introduire de nouvelles réglementations coûteuses sur la présomption que les vétérinaires sont plus à même de différencier de telles caractéristiques physiques.

**Art. 23 al. 1, let. g :** L'usam demande à ce que cet alinéa soit biffé. Il n'est pas dans l'intérêt d'un restaurateur d'intoxiquer sa clientèle. Sachant qu'une fois arraché à son environnement d'eau salée un homard n'a que 36 à 48 heures à vivre dans des conditions de stockage optimales, il est implicite que celui-ci se verra conditionné ou cuisiné dans les délais. L'Union suisse des arts et métiers usam se prononce, ici encore, contre l'introduction d'un alinéa qui entend réglementer des pratiques marginales et déjà répressives.

**Art. 90 al. 3, let. a :** Cette disposition entend dorénavant contraindre les restaurateurs à demander une autorisation pour les viviers d'eau salée. Cette nouvelle réglementation augmentera massivement les coûts et la charge administrative des restaurateurs concernés et se répercutera automatiquement sur le consommateur. Il n'est pas souhaitable d'introduire des réglementations coûteuses sous prétexte de prévention non documentée, sans faits objectifs. Compte tenu de la situation actuelle du marché, il n'est pas pensable d'ajouter des charges inutiles supplémentaires sur les épaules d'une branche qui pâtit déjà massivement de la concurrence frontalière. L'usam demande donc à ce que cette disposition soit abandonnée.

**Art. 103 :** L'usam rappelle que le droit en vigueur interdit toute maltraitance envers les animaux. Il est donc inutile de surréglementer. L'usam se prononce contre cet article. La nécessité de posséder une attestation de compétence lors de manifestations excluant tout commerce et publicité est irréaliste et infondée. Ici encore, on cherche à réglementer dans un but de prévention sur des bases de présomptions ou d'exceptions.

**Art. 111 al. 2 :** Compte tenu du fait que cet alinéa n'apporte pas de complément substantiel à l'article 111, l'usam propose de le biffer.

**Art. 122 al. 2 :** A l'ère numérique, il est impensable de faire un pas en arrière et d'exiger un formulaire papier pour les demandes d'autorisation pour les animaleries. L'administration se doit de mettre en place un système adéquat. L'usam se prononce donc contre cet alinéa.

**Art. 177 al. 1 et al. 1bis :** Dans certains cas d'urgence, l'abattage des animaux doit se faire rapidement. Cette disposition contraint les restaurateurs à former le personnel à la mise à mort des décapodes marcheurs. Du point de vue plus large de la protection des animaux, il est à se demander si cela est acceptable. En cas d'urgence, il faudra donc attendre qu'un employé qualifié se déplace, laissant l'animal en souffrance. Faute de documentation, l'usam se prononce contre cette nouvelle charge administrative imposée aux restaurateurs.

**Art. 178 et 178a. :** L'ébouillantage place l'animal immédiatement et sans souffrance dans un état d'inconscience. Il n'est donc pas utile d'accroître la charge des restaurateurs et les contraignant à procéder à l'étourdissement de l'animal. La protection des décapodes marcheurs est donc assurée. Ces modifications sont donc à abandonner.

Quant à l'ordonnance sur les épizooties (OFE), celles sur les formations en matière de protection des animaux (OFPA) et l'ordonnance sur la protection des animaux lors de leur abattage (OPAnAB), nous n'avons pas de commentaires spécifiques, outre les remarques générales formulées.

En tant qu'organisation faîtière des PME, nous soutenons pleinement les prises de position de l'Union Professionnelle Suisse de la Viande et de la Chambre vaudoise des arts et métiers (annexes).

Nous vous remercions par avance pour la prise en considération de notre prise de position dans votre processus décisionnel et restons à votre disposition pour tout complément d'information ou pour un entretien.

Meilleures salutations,

**Union suisse des arts et métiers usam**



Hans-Ulrich Bigler  
Directeur, conseiller national



Hélène Noirjean  
Responsable du dossier

Annexes

- mentionnées

Union suisse des arts et métiers  
Mme Hélène Noirjean  
Schwarztorstrasse 26  
Case postale  
3001 Berne

Paudex, le 3 février 2017  
PM/

**Modification d'ordonnances du domaine vétérinaire – Réponse à la procédure de consultation**

Madame,

Nous vous remercions d'avoir bien voulu nous consulter dans le cadre de la procédure de consultation relative à la modification de différentes ordonnances du domaine vétérinaire. Après étude des différents documents mis à disposition, nous sommes en mesure de vous transmettre ci-après notre prise de position.

**Remarques préliminaires**

A titre liminaire, nous regrettons que les milieux gastronomiques, pourtant directement touchés par d'importantes modifications, n'aient pas été directement consultés. Leurs voix de professionnels de la restauration auraient très certainement contribué à obtenir un éclairage réaliste de la situation, notamment eu égard aux conditions d'importation et de mise à mort des homards, langoustes et autres crabes.

En outre, sensible à la cause animale, nous estimons que les animaux méritent d'être traités avec tous les égards et les soins qu'ils méritent, notamment si ceux-ci peuvent diminuer leur souffrance et leur stress. Néanmoins, nous déplorons que sous le couvert de cette noble cause, on en arrive à de la surréglementation synonyme de gageures administratives et d'augmentation de charges.

Par ailleurs, nous relevons que certaines modifications proposées vont se heurter à un problème de taille, à savoir celui du contrôle du respect des nouvelles obligations. On pense ici notamment à l'obligation d'étourdir le homard avant de le plonger dans l'eau bouillante. Comment est-il concrètement possible de contrôler une telle réglementation? On imagine bien que, le jour où un inspecteur entrera dans une cuisine pour vérifier que le homard est bien étourdi avant sa cuisson, cette contrainte soit respectée par le chef du lieu. Il ne faut pas se voiler la face, ce type de contrainte est impossible à vérifier.

Enfin, on notera que le rapport explicatif (p.24) mentionne explicitement qu'il est "cependant possible de remplacer l'importation de homards vivants par l'importation de homards tués et congelés dans le pays d'origine", en d'autres termes on tolère toute cruauté animale tant que cette dernière ne se fait pas sur le territoire helvétique. Un sens de la morale et de la protection animale que nous trouvons particulièrement discutable voire hypocrite.

### **Remarques particulières**

#### **Ordonnance sur la protection des animaux (OPAn)**

Art. 22 al.3 : Une nouvelle obligation est mise à la charge des vétérinaires sous le prétexte hasardeux qu'ils seraient les seuls à distinguer une queue de chien courte ou coupée. Cette justification n'est pour le moins pas convaincante et on imagine assez bien que la personne qui entend acquérir un chien se renseigne sur la race en question. En outre, cette nouvelle obligation, qui constitue une charge administrative supplémentaire, renchérit inutilement le coût de la consultation. Il est évident que les minutes supplémentaires passées à remplir des formulaires seront facturées aux clients. Pour ces raisons, nous sommes opposés à l'introduction de cet alinéa.

Art. 23 let.f : Cette disposition interdit le transport des décapodes marcheurs sur de la glace ou dans de l'eau glacée. Par contre, le transport dans des caisses refroidies par des éléments refroidissants est toléré si l'animal est séparé de ces éléments par du carton ou du polystyrène. D'une part, quand on sait que le homard peut très bien évoluer dans des eaux oscillant entre 1° et 25° degré Celsius, on comprend mal pourquoi il ne pourrait pas être transporté dans de l'eau salée glacée. D'autre part, et tous les spécialistes le diront, pour des questions de conservation, de fraîcheur et surtout de qualité, le homard vivant ne devrait jamais être placé dans de l'eau douce ou sur de la glace, y compris pour son transport. Il est en effet essentiel que le homard reste vif et réactif. Nous regrettons de ne pouvoir disposer de plus amples informations (ou d'éventuelles statistiques) sur les pratiques en la matière. Il s'avère que plusieurs distributeurs respectent des règles strictes, car elles s'avèrent essentielles pour la qualité du produit. A défaut de données chiffrées sur la manière dont sont transportés les décapodes marcheurs, démontrant l'absolue nécessité de légiférer en la matière, nous nous opposons à l'introduction de cette disposition.

Art. 23 let.g : Cette disposition interdit la détention des décapodes marcheurs hors de l'eau. Or quand on sait qu'un homard ne peut vivre plus de 36 heures hors de l'eau (et encore pour autant qu'il dispose de conditions idéales de fraîcheur et d'humidité), on imagine bien qu'ils sont soit cuisinés dans des délais plus courts, soit qu'ils sont effectivement gardés dans de l'eau de mer. Dernière option, il est également possible de cuire immédiatement le homard et de le placer ainsi au réfrigérateur pendant deux jours au maximum (pour autant qu'il soit placé dans un récipient bien hermétique). On a ici à nouveau le sentiment que le législateur n'a pas pris la peine d'approfondir ces questions pratiques qui rendent pourtant superflues toutes réglementations supplémentaires. Pour ces raisons, nous sommes opposés à cet alinéa.

Art. 76 al.6 : Cette disposition, qui vise visiblement à interdire les appareils qui émettent un jet d'eau ou d'air sur un chien aboie, est trop large. Interdire les moyens auxiliaires empêchant le chien d'émettre des sons et d'exprimer sa douleur pourrait également signifier l'interdiction du port de la muselière. Était-ce là vraiment la volonté du législateur? On en doute. Pour plus de clarté et de sécurité du droit, nous proposons d'exclure spécifiquement la muselière de cet alinéa.

Art. 90 al.3 let.a : Cette disposition soumet à autorisation les viviers d'eau salée utilisés en gastronomie. Il s'agit en somme d'une réglementation qui soumet les restaurateurs à encore plus de contraintes administratives, ce qui contribue, de fait, à augmenter leurs charges. Cette augmentation, qui sera inexorablement reportée sur le consommateur lequel verra sa facture de restauration alourdie, ne bénéficie pourtant d'aucune explication tangible la justifiant. Nous notons que pour des raisons de qualité et de fraîcheur les restaurateurs ont tout intérêt à conserver les animaux marins dans les meilleures conditions. Sans autre détail sur la manière dont les espèces marines sont actuellement détenues dans la plupart des restaurants, sans chiffre à l'appui et sans autres critères objectifs justifiant une législation aussi contraignante que délicate à mettre en œuvre, nous nous opposons à la modification proposée.

Art. 103 : Nous relevons que le rapport explicatif ne démontre pas que les personnes qui gardent actuellement des animaux dans certaines manifestations manquent de compétence et, sous-entendu, qu'elles ne seraient pas aptes à remplir une telle tâche. Par ailleurs, on rappellera qu'il existe une réglementation qui punit les personnes qui maltraitent les animaux. Aussi, faute de démonstration d'un besoin avéré, nous ne sommes pas convaincus de la nécessité d'imposer une attestation de compétence pour ce type de manifestation, raison pour laquelle nous nous opposons à cette disposition.

Art. 107 al.2 : Même remarque que pour l'art. 103.

Art. 111 al.2 : On ne voit pas ce que cet alinéa prévoit de plus que l'actuel art. 111. Etant donné que cette disposition dit en substance exactement la même chose que la disposition actuelle, nous proposons de supprimer cet al.2.

Art. 122 al.2 : A notre époque, il ne se justifie plus de contraindre l'administré exploitant une animalerie de faire une demande d'autorisation sur papier; ceci d'autant plus que l'actuel art. 122 al.2 prévoit expressément qu'une telle demande doit être déposée au moyen du système informatique prévu à cet effet. Ce retour en arrière est intolérable et il appartient à l'administration de mettre en place un système informatique capable de gérer ce type de demande, ce qui ne devrait pas être insurmontable. Aussi, nous nous opposons à la modification proposée.

Art. 177 al. 1 et al. 1bis : Cette disposition contraint tous les restaurateurs à former du personnel à la mise à mort des décapodes marcheurs. En d'autres termes, elle interdit la mise à mort du homard par ébouillantage (cf. art. 178), comme cela se pratique actuellement dans la majorité des cas. Cette nouvelle règle contraint les cuisiniers à étourdir le crustacé avant de l'apprêter. On peut légitimement se demander si la mise à mort par incision au couteau dans la région thoracique ou l'électrocution (les deux alternatives préconisées) sont vraiment plus appropriée que l'eau bouillante. Faute de déterminations scientifiques probantes, nous nous opposons à cette disposition qui représente une charge administrative et un coût supplémentaire pour les restaurateurs.

Art. 178 et 178a : Ces dispositions prévoient le principe de l'étourdissement de l'animal, y compris les décapodes marcheurs, et les exceptions, notamment si la méthode de mise à mort elle-même plonge l'animal immédiatement, sans souffrance ni maux, dans un état d'inconscience et d'insensibilité. Sans remettre en cause le fait que les décapodes marcheurs ont des systèmes nerveux et qu'ils sont sensibles à la douleur, on se demande si le législateur s'est posé la question de savoir en combien de temps un animal plongé dans de l'eau bouillante met à mourir? Ou alors, avant la mort en tant que telle, si face à un tel choc thermique l'animal ressent vraiment une douleur ou s'il est immédiatement placé dans un état d'inconscience? On a des centaines d'exemples chez l'homme qui face

à un traumatisme soudain ne ressent aucune douleur. En outre, le fait que l'animal continue à bouger dans la casserole n'est pas en soi une preuve qu'il éprouve de la douleur, il peut s'agir de mouvements réflexes à l'image de la poule qui continue de courir alors qu'elle vient d'être décapitée. On pourrait ainsi parfaitement prétendre que l'ébouillantage place l'animal immédiatement et sans souffrance dans un état d'inconscience, plaçant ainsi ce mode de faire dans les exceptions à la règle générale. Une telle conclusion mettrait à mal tout le nouveau système visant à protéger davantage les décapodes marcheurs. Cette insécurité juridique doublée du fait que le rapport ne démontre pas que l'animal souffre effectivement dans ce type de mise à mort, nous positionne clairement contre ces modifications. A cela s'ajoute le fait qu'au-delà de nos frontières, le décapode marcheur peut être tué dans des conditions pires encore sans que cela semble déranger personne puisqu'il pourra être importé mort sans autre vérification.

### **Ordonnance sur les épizooties (OFE)**

Art. 16 : L'administré se voit rajouter une tâche administrative qui est actuellement assurée par le vétérinaire. L'argumentation du rapport explicatif justifiant cette mesure n'est pas relevant. Que le détenteur d'un chien fournisse des données inexactes au vétérinaire ou au service compétent du canton ou de la commune ne change fondamentalement pas grand-chose. Dans tous les cas, cela n'apporte pas une solution à la problématique posée. Nous pensons au contraire que le vétérinaire est le plus à même de se rendre compte de l'erreur des informations concernant l'animal. Aussi, nous sommes opposés à la modification proposée.

### **Ordonnance sur les formations en matière de protection des animaux (OFPA) et ordonnance sur la protection des animaux lors de leur abattage (OPAnAb)**

Outre les remarques générales déjà formulées, nous n'avons pas de remarque particulière à faire valoir.

### **Conclusions**

Moyennant la prise en compte des remarques susmentionnées et l'abandon des alinéas auxquels nous nous opposons, pour le solde, nous pouvons approuver les modifications proposées dans ce projet.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

### **Chambre vaudoise des arts et métiers**



Patrick Mock



## Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Veterinärbereich Vernehmlassung vom 24.10.2016 bis 07.02.2017

### Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Schweizer Fleisch-Fachverband  
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SFF  
Adresse, Ort : Sihlquai 255, Postfach 1977, 8031 Zürich  
Kontaktperson : Ruedi Hadorn  
Telefon : 044 / 250 70 60  
E-Mail : r.hadorn@sff.ch  
Datum : 27. Januar 2017

### Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
2. Um direkt zu den einzelnen Verordnungen zu gelangen, klicken Sie im Inhaltsverzeichnis auf den entsprechenden Verordnungstitel (Ctrl und linke Maustaste).
3. Bitte pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 07.02.2017 an folgende E-Mail-Adresse:  
[vernehmlassungen@blv.admin.ch](mailto:vernehmlassungen@blv.admin.ch)

## Inhaltsverzeichnis

1. [Allgemeine Bemerkungen zur Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Veterinärbereich](#)
2. [Tierschutzverordnung](#)
3. [Tierseuchenverordnung](#)
4. [Verordnung des EDI über Ausbildungen in der Tierhaltung und im Umgang mit Tieren](#)
5. [Verordnung des BLV über die Haltung von Nutztieren und Haustieren](#)
6. [Verordnung des BLV über den Tierschutz beim Schlachten](#)

### 1 Allgemeine Bemerkungen zur Vernehmlassung zur Änderung von Verordnungen im Veterinärbereich

#### Allgemeine Bemerkungen

Sehr geehrter Herr Direktor Wyss, sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizer Fleisch-Fachverband SFF nimmt in seiner Funktion als Branchenorganisation für die fleischverarbeitende Branche, die rund 24'000 Mitarbeitende umfasst, gerne die Möglichkeit zur Stellungnahme wahr. Dies, obwohl er und auch übrige Branchenvertreter zu unserem Erstaunen für die Vernehmlassung selber nicht direkt eingeladen wurden. Da die fleischverarbeitende Branche nur in Teilbereichen von den vorgeschlagenen Änderungen betroffen ist, erlauben wir uns, uns nur zu denjenigen Punkte zu äussern, die unseren Sektor direkt betreffen. Die Beurteilung der übrigen Verordnungsvorschläge überlassen wir den jeweils betroffenen und für die jeweiligen Fragestellungen kompetenteren Kreisen.

Wir begrüssen insbesondere die vermehrte Ausrichtung der Tierschutzkurse für das Tiertransport- und das Schlachthofpersonal auf die Praxis, die Anforderungen an eine möglichst schonende, rasche und zwingende Tötung der Tiere bei der Schlachtung wie auch die Erhöhung des Fortbildungsintervalls für das Schlachtpersonal von drei auf fünf Jahre. In Bezug auf die vorgeschlagene Erhöhung der Anforderungen beim Tiertransport (insbesondere Abschlussgitter, Dokumentation der Transportdauer) unterstützen wir die Haltung des Schweizer Viehhändler-Verbandes SVV mit dem gleichzeitigen Hinweis, dass die vorgesehenen Massnahmen zu einer weiteren Aufwanderhöhung hinsichtlich Kosten und Administration sowie zu ungleich langen Spiessen zwischen den Schlachtier- und den übrigen Tiertransporten beitragen.

Für eine Berücksichtigung unserer Argumente im Rahmen Ihrer Entscheidungsfindung sind wir Ihnen schon im Voraus verbunden und verbleiben

mit freundlichen Grüssen

Schweizer Fleisch-Fachverband SFF



alt Ständerat Rolf Büttiker  
Präsident



Dr. Ruedi Hadorn  
Direktor

## 2 Tierschutzverordnung

### Allgemeine Bemerkungen

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels Betroffenheit auf eine Stellungnahme zu den Themenbereichen Veranstaltungen mit Tieren, Import und Verkauf von lebenden Hummern zu Speisezwecken, zur Einfuhr von Hunden sowie zur Regelung betreffend Tierschutzbeauftragte für Tierversuche und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

Wir begrüssen ausdrücklich, dass unser bereits früher geäussertes Antrag um Anhebung des Fortbildungsintervalls für das Schlachtpersonal von drei auf fünf Jahre nun explizit aufgenommen wurde. Auch befürworten wir sämtliche Massnahmen, die zu einem möglichst schonenden, raschen und zwingenden Tod der zur Schlachtung bestimmten Tiere führen, setzen aber gleichzeitig voraus, dass damit nicht ein zusätzlicher administrativer Aufwand auf die Schlachtbetriebe zukommt. Nicht nachvollziehen können wir hingegen die beabsichtigte Verschärfung hinsichtlich der aufwendigeren Dokumentation der Transportzeit wie auch das zusätzliche Anbringen von Abschlussgittern an den seitlichen Ein- und Ausstiegen der Transportmittel für Rinder, Schweine, Schafe und Ziegen aufgrund der zusätzlichen finanziellen und administrativen Aufwendungen, weshalb wir deren Einführung klar ablehnen.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 38 und 39	Gemäss aktueller Regelung gelten Rinder bis vier Monate als Kälber. Dies steht im Gegensatz zur Praxis, wo junge Rinder bis zu einem Alter von 5-6 Monaten als Kälber gehandelt werden. Für Mastkälber besteht bekanntermassen bereits eine Branchenvereinbarung, wonach diese bis zu 160 Tage alt werden können (vgl. auch Qualitätsleitsätze des SFF, Seite 5). Zur Vermeidung von zukünftigen Diskrepanzen empfiehlt sich in der Folge eine Berücksichtigung dieser Praxisgegebenheiten auch in der TSchV, indem die speziellen Haltungsverfahren für Kälber auf bis zu 160 Tage ausgedehnt werden.	<u>Änderung generell (insbesondere Art. 38, Abs. 1 und 3, Art. 39, Abs. 1)</u> „vier Monate“ ersetzen durch „160 Tage“.
Art. 152, Abs. 1, Bst. e	Die gleichzeitige schriftliche Dokumentation von Fahrzeit und Dauer beim Transport von zur Schlachtung bestimmten Tieren ist unseres Erachtens übertrieben. Obwohl die maximale Transportdauer entgegen dem damaligen Willen der betroffenen Branche, aber auch demjenigen des Parlamentes in Art. 152a zwar vorgegeben wird, je nach Distanz zwischen Tierproduzent und Schlachtbetrieb in der Praxis in gewissen Fällen kaum eingehalten werden kann, wäre deren zusätzliche schriftliche Dokumentation unverhältnismässig und nur mit grossem Zusatzaufwand umsetzbar. Demzufolge sollte die schriftliche Dokumentation wie bis anhin ausschliesslich auf die Fahrzeit	<u>Änderung bzw. Beibehaltung der bisherigen Regelung</u> ..... transportiert werden, die Fahrzeit <del>und die Dauer des Transportes</del> sowie die Be- und Entladezeit schriftlich festhalten.

	<p>begrenzt bleiben bzw. höchstens die Regelung von Punkt 7 des Begleitdokumentes für Chauffeure aufnehmen, wonach auch die Be- und Entladezeit zu notieren ist. Dies mit dem Schönheitsfehler, dass bei der Fahrzeit eine Zeitdauer und beim Ent- und Beladen ein Zeitpunkt zu dokumentieren ist, was deren Handling in der Praxis bzw. bei Überprüfungen nicht unbedingt förderlich ist.</p>	
<p>Art. 165, Abs. 1, Bst. h</p>	<p>Das obligatorische Anbringen von Abschlussgittern an sämtlichen Ein- und Ausstiegen der Transportmittel für Rinder, Schweine, Schafe und Ziegen können wir angesichts der damit verbundenen Mehrkosten nur dann gutheissen, wenn dies auch nach Auffassung der direkt betroffenen Kreisen die Sicherheit der jeweiligen Ladepersonen wirkungsvoll erhöht. In diesem Falle und im Sinne von gleich langen Spiessen müssten die entsprechenden Abschlussgitter eigentlich auch für die übrigen Tiertransporte im bäuerlichen bzw. im Hobbybereich (z.B. Reitpferde) vorgesehen werden, zumal sich nach unserer Auffassung in der entsprechenden Risikobeurteilung keine grundsätzlichen Unterschiede erkennen lassen.</p> <p>Insbesondere weisen wir darauf hin, dass den Seitentüren in den Transportfahrzeugen auch die Funktion als Fluchtweg für das Ladepersonal zukommt. Ein allfälliges Versperren mit einem nun vorgeschlagenen Seitengitter könnte sich im Einzelfall als fatal erweisen, was sicherlich im Interesse von niemandem ist.</p> <p>Auch haben Rückmeldungen aus der Praxis gezeigt, dass nur wenige Tiere seitlich verladen werden. Demzufolge stellt sich auch die Frage, ob bzw. inwieweit mit der neuen Vorgabe nicht ein Missverhältnis zwischen Tiereschutznutzen, Sicherheit für das Ladepersonal und den technisch aufwendigen Anpassungen geschaffen würde, was keinesfalls das Ziel sein kann.</p>	<p><u>Änderung bzw. Beibehaltung der bisherigen Regelung</u> <u>An den Ein- und Ausstiegen der Transportmittel Am Heck von für den Transport verwendeten Fahrzeugen und Anhängern</u> für Rinder, Schweine, Schafe und Ziegen muss ein Abschlussgitter angebracht sein.</p>
<p>Art. 177</p>	<p>Der Paradigmenwechsel, dass für diejenigen Personen, die Wirbeltiere töten, die Voraussetzung der Fachkunde anstelle der bisherigen notwendigen Kenntnisse und Fähigkeiten vorausgesetzt wird, bedingt eine Aussage dazu, dass die unter Ziffer 3 genannten Ausbildungen den Nachweis dieser Fachkunde bereits erfüllen.</p>	<p><u>Abs. 1<sup>bis</sup> (Ergänzung)</u> <u>„... und regelmässig Tiere töten sowie die unter Ziffer 3 genannten Ausbildungsgänge.</u></p>

<p>Art. 179</p>	<p>Wir unterstützen sämtliche Massnahmen, die zu einem möglichst schonenden, raschen und zwingenden Tod der zur Schlachtung vorgesehenen Tiere führen. Dabei möchten wir auch unsererseits nochmals explizit festhalten, dass der Tod der betreffenden Schlachttiere immer erst durch die Entblutung mit Herzstillstand – notabene nach vorgängiger Betäubung – eintritt.</p> <p>Hingegen drängt sich nach unserer Beurteilung bei der Umschreibung des Tötungsvorganges in Abs. 1 nebst dem Ende (= Eintritt des Todes) auch eine Festlegung des Prozessbeginns auf, der mit dem Betäuben einsetzt.</p> <p>Auch fragen wir uns, ob die in Abs. 2 gewählte Formulierung nicht zu wenig präzise ist, zumal das sichere Eintreten des Todes bekanntlich erst <u>nach</u> der Anwendung der jeweiligen Tötungsmethode festgestellt werden kann. Dies auch unter dem Gesichtspunkt, dass sich auch bei der Tötung von Schlachtieren Fehler bzw. Misserfolge leider nie vollständig ausschliessen lassen.</p>	<p><u>Abs. 1 (Ergänzung)</u>  „... Sie muss den Vorgang des Tötens <u>vom Beginn der Betäubung</u> bis zum Eintritt des Todes überwachen.“</p> <p><u>Abs. 2 (Ergänzung)</u>  „Die gewählte Tötungsmethode muss <u>a priori</u> zum Tod des Tieres führen.“</p>
<p>Art. 190, Abs. 2</p>	<p>Nachdem wir im Rahmen der letzten Revision bereits explizit darauf hingewiesen haben, begrüssen wir die Anhebung von drei auf fünf Jahre des Fortbildungsrhythmus für das Personal in Viehhandels- und Transportunternehmen sowie in Schlachtbetrieben an die Begebenheiten der Praxis ausdrücklich – vielen Dank.</p>	
<p>Art. 200, Abs. 6</p>	<p>Wir unterstützen die vom BLV vorgesehenen Anforderungen an die Anbieter von Tierschutzkursen, weisen aber gleichzeitig darauf hin, dass gerade in Schlachtbetrieben den der Praxis zur Verfügung stehenden Möglichkeiten ebenso Rechnung zu tragen ist.</p>	
<p>Art. 200a</p>	<p>Wir begrüssen die klarere Regelung der Anerkennung ausländischer Diplome mit den Verweisen auf die zuständigen Anerkennungsbehörden (Art. 200a für Berufsdiplome durch das SBFJ bzw. Art. 199, Abs. 1 für weitere Lehrgänge und Kurse durch das BLV).</p>	

### 3 Tierseuchenverordnung

#### Allgemeine Bemerkungen

Wie einleitend festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme zu den vorgeschlagenen Änderungen und überlassen diese den direkt betroffenen Kreisen, zumal sich diese einzig auf die Kennzeichnung und Registrierung von Hunden beziehen.

Hingegen erlauben wir uns in Analogie zu den Schweinen die Anregung für eine Anpassung der Gültigkeit der Begleitdokumente für sämtliche Schlachttiere, die über Nacht zum Schlachtbetrieb transportiert werden.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 12, Abs. 6	Analog zu den Schweinen werden in der Praxis vermehrt auch Schlachttiere der übrigen Nutztierkategorien (insbesondere Rindvieh) bereits am Vortag für den Transport in den Schlachthof verladen. Demzufolge sollte auch in diesen Fällen das Begleitdokument bis zur Ankunft im Schlachthof seine Gültigkeit behalten, zumal die maximale Transportdauer gemäss Art. 152a der TSchV ja für alle Schlachttiere nach oben begrenzt ist.	<u>Änderung:</u> „... Für <del>Schlachttiere Schweine</del> , die über Nacht zur Schlachtung verbracht werden, gilt das Begleitdokument bis zur Ankunft in der Schlachthanlage.“

### 4 Verordnung des EDI über Ausbildungen in der Tierhaltung und im Umgang mit Tieren

#### Allgemeine Bemerkungen

Die Beibehaltung der bisherigen Prüfungsvorgaben für das Tiertransport- und das Schlachthofpersonal unterstützen wir ausdrücklich. Insbesondere begrüssen wir, dass gemäss Art. 67, Abs. 2 bei den Prüfungen nun explizit die praktischen Aspekte schwergewichtig zu prüfen sind.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

## 5 Verordnung des BLV über die Haltung von Nutztieren und Haustieren

### Allgemeine Bemerkungen

Wie einleitend in den allgemeinen Bemerkungen festgehalten verzichten wir mangels direkter Betroffenheit auf eine Stellungnahme unsererseits und überlassen diese gerne den hierfür kompetenten Kreisen.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

## 6 Verordnung des BLV über den Tierschutz beim Schlachten

### Allgemeine Bemerkungen

Wie bereits bei Art. 179 der TSchV festgehalten unterstützen wir sämtliche Massnahmen, die zu einem möglichst schonenden, raschen und zwingenden Tod der zur Schlachtung vorgesehenen Tiere führen.

Zudem erlauben wir uns, unter anderem auch zwei frühere und bislang noch nicht beantwortete Anträge des ABZ Spiez in unsere Stellungnahme aufzunehmen, für deren Integration die vorliegende Revision wohl nun die geeignete Gelegenheit darstellt.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 5, Abs. 6	Bei der Schlachtung von kranken, verletzten oder geschwächten Tieren kann es gerade in gewerblichen Schlachtbetrieben vorkommen, dass der amtliche Tierarzt bzw. die für die Schlachtieruntersuchung zuständige Person nicht bzw. erst zu einem späteren Zeitpunkt anwesend sein kann. Um die betreffenden Tiere nicht unnötig leiden lassen zu müssen, sollte in solchen Fällen die unverzügliche Schlachtung unter der Voraussetzung einer entsprechenden Dokumentation dennoch ermöglicht werden.	<p><u>Ergänzung</u>            „.....nach der Ankunft in der Schlachthanlage geschlachtet oder getötet werden.  <u>Kann der zuständige Tierarzt für die Schlachtung von kranken, verletzten oder geschwächten Tieren nicht anwesend sein, ist wie folgt vorzugehen:</u>            1. <u>der zuständige Tierarzt ist telefonisch (Combox) oder schriftlich (e-mail) umgehend zu verständigen.</u>            2. <u>Vor der Schlachtung ist ein Fotoprotokoll oder ein Kurzvideo vom betreffenden Tier zu erstellen.“</u></p>

<p>Anhang 1, Ziffer 1.5, Bst. a</p>	<p>Nach unserem Kenntnissstand zeigen Studien bzw. Empfehlungen aus Deutschland, dass eine Bolzenlänge von 8 cm für eine sichere Betäubung von Rindern bis 800 kg Körpergewicht nicht immer ausreichend sein soll. Demzufolge sollte für Rinder bis 800 kg Körpergewicht und Pferde an der bisherigen Mindestbolzenlänge von 9 cm festgehalten werden.</p> <p>Nachdem die in den Erläuterungen erwähnte Vetsuisse-Studie (SCHWENK, MEICHTRY und STOFFEL, 2015) gezeigt hat, dass Bolzenschussapparate mit einer Bolzenlänge von 12 cm bei Wasserbüffeln nicht in jedem Fall ausreichend sind, sollte diese den Empfehlungen der Studie folgend noch nach oben angepasst werden.</p> <p>Nach unserer Beurteilung wäre es zudem sinnvoll, nebst der grafischen Darstellung der Schussposition bei Rindern im Allgemeinen zusätzlich auch diejenige bei Rindern über 800 kg Körpergewicht und Wasserbüffeln aus Anhang 6 gleichermassen in Anhang 1 für Rinder über 800 kg Körpergewicht aufzuführen.</p>	<p><u>Änderung</u> „Austrittslänge des Bolzens: mindestens 8 cm; <u>bei Rindern (bis 800 kg Körpergewicht) und Pferden mindestens 9 cm</u>; bei <del>Wasserbüffeln</del>, Yaks und schweren Rindern (über 800 kg Körpergewicht) mindestens 12 cm; <u>bei Wasserbüffeln mindestens ... cm; (gemäss Kommentar in Spalte nebenan durch BLV noch anzupassen)</u>;</p> <p><u>Ergänzung</u> <u>Übernahme der grafischen Darstellung der Schussposition bei Rindern über 800 kg aus Anhang 6</u></p>
<p>Anhang 1, Ziffer 3.1, Bst. f</p>	<p>Das Leitsymptom „keine Reaktion auf Setzen eines Schmerzreizes“ und die Vorgabe des Verzichts auf unnötige Schmerzzufügung führen in der Praxis verschiedentlich zu Unsicherheiten. Es ist oftmals nicht klar, ob die genannte Aufzählung abschliessend und damit „nur“ das Setzen eines Schmerzreizes an der Nasenscheidewand erlaubt ist oder auch andernorts am Tier ein Schmerzreiz gesetzt werden darf, wie dies gemäss Rückmeldungen aus der Praxis ans ABZ Spiez durchaus sinnvoll wäre.</p>	<p><u>Ergänzung</u> „... eines Schmerzreizes (<u>z.B.: Nasenscheidewandreflex, Kammreflex bei Geflügel oder Setzen eines Schmerzreizes ohne Verletzung des Tieres an anderer geeigneter Stelle</u>)</p>
<p>Anhang 2, Ziffer 8a (neu)</p>	<p>Über eines unserer Mitglieder wurden wir auf die Richtwerte des Beratungs- und Schulungsinstitutes für Tierschutz bei Transport und Schlachtung (BSI) in D-Schwarzenbek zur Feststellung einer intakten, guten Betäubung von Schweinen aufmerksam gemacht. Diese wurden anscheinend im Januar 2016 bei einer Überprüfung vor Ort unter Anwesenheit von Vertretern des BSI, des BLV's und des zuständigen Kantonalen Veterinäramtes eingehend diskutiert. Zwecks Verbesserung der Betäubungssicherheit wie auch der Vereinheitlichung der betreffenden Betäubungskontrollen erachten wir es als sinnvoll, wenn die betreffenden Richtwerte des BSI (siehe letzte Seite) auf</p>	<p><u>Ziffer (neu)</u> Titel: Leitsymptome zur Kontrolle einer erfolgreichen Elektrobetäubung bei kombinierter Hirn-Herzdurchströmung</p> <p><u>Übernahme der Tabelle mit Richtwerten gemäss letzter Seite der vorliegenden Stellungnahme</u></p>

	Verordnungsstufe integriert werden. Allenfalls wäre es in 2. Priorität auch denkbar, diese seitens der Behörden den betroffenen Kreisen im Sinne einer offiziellen Interpretationshilfe zur Verfügung zu stellen.	
Anhang 4, Ziffer 3.2.2	Die Forderung, dass sich bei der CO <sub>2</sub> -Betäubung immer mindestens zwei Schweine in einer Gondel befinden, ist in der Praxis leider nicht immer umsetzbar. Manchmal bleibt am Ende einer Tiergruppe eines Produzenten ein einzelnes Schwein übrig, ebenso geht der gemeinsame Eintrieb in eine Gondel bei Muttersauen nicht immer auf.	„Die Beförderungseinrichtungen <del>müssen</del> <u>sollen</u> <u>möglichst immer</u> mit mindestens zwei Schweinen ...“
Anhang 6	Wir unterstützen den Vorschlag, dass der kurz vor der Handelseinführung stehende Kugelschussapparat gerade für die Betäubung von schwereren Tieren der Rindviehkategorie auf Verordnungsebene bereits berücksichtigt werden soll. Ebenso heissen wir die zusätzliche Definition der Schussposition für Rinder über 800 kg bzw. Wasserbüffel gut.  Auch die Aufhebung von Ziffer 1.5 mit dem Fokus der Schlachtung von Tieren ausschliesslich in bewilligten Schlachthanlagen begrünnen wir im Sinne von gleich langen Spiessen ausdrücklich, insbesondere auch was die derzeitige Situation beim Rindvieh betrifft.	

**bsi — Standard zur Betäubungseffektivität von Schweinen nach Elektrobetäubung bei kombinierter Hirn-Herzdurchströmung**

(Prüfzeitpunkt: Auf dem Auswurfisch, vor / nach dem Entblutestich, während der Ausblutung)

Geprüftes Organ Prüfzeitpunkt A innerhalb von 30 s nach Durchströmungsende, d.h. während der Phase, in der bei ausreichender Stromwirkung Epilepsie besteht	Bewertung		
	OK	Fraglich	Nicht OK
	ausreichende Betäubung zum Prüfzeitpunkt	flache Betäubung, Aufwachen der Tiere ist möglich, <b>diese Tiere weiter beobachten</b>	<b>Tiere müssen sofort nachbetäubt werden, wenn eines dieser Anzeichen auftritt</b> (ein Zeichen = eine Zeile)
<b>Bewegungsapparat</b> (Ströme mit Frequenzwechsel wirken stark immobilisierend! Alle Reaktionen sind daher möglicherweise nur schwach ausgeprägt)	Symptome der Epilepsie, Verkrampfung beim Auswurf, Vorderbeine gestreckt, Hinterbeine unter den Bauch gezogen, dann paddelnde Bewegungen, Übergang in die Erschlaffung (bei rd. 60 s)	Kopf liegt nicht Flach auf der Liegendentblutung sondern hebt sich (kann Teil der epileptischen Krämpfe sein, bei Fehlen von Epilepsie aber auch Anzeichen von Fehlbetäubung )	Keine Verkrampfung/ keine tonische Phase
			Koordinierte Bewegungsabläufe, z.B.: Aufstehen
<b>Auge</b> (besteht Epilepsie, sind Reflexe am Auge bis 30-40 s nach Durchströmungsende nicht zu bewerten!!)	Zittern des Augapfels (= Anzeichen von Epilepsie)		Spontaner Lidschluss (Öffnen und Schließen des Lides)
			Gerichtete Bewegungen des Auges
<b>Atmung / Lautgebung</b> (aufgrund von Immobilisierung kann die Stimme sehr leise sein)	Keine, Geräusch beim Absetzen der Elektroden können vorkommen	Vereinzelt Schnappen	Regelmäßige Atmung (Maul oder Brustkorb)
			Lautäußerungen: kontinuierlich oder isoliert und wiederholt
30 - 40 s nach Ende der Durchströmung: Ende der Epilepsie - in dieser Phase gilt entweder A oder B			
Prüfzeitpunkt B später als 40 s nach Durchströmungsende, innerhalb dieser Zeitspanne wird auch die Entblutequalität beurteilt	OK	Fraglich	Nicht OK
	ausreichende Betäubung zum Prüfzeitpunkt	flache Betäubung, Aufwachen der Tiere ist möglich, <b>diese Tiere weiter beobachten</b>	<b>Tiere müssen sofort nachbetäubt werden, wenn eines dieser Anzeichen auftritt</b>
<b>Bewegungsapparat</b>	Paddeln, Laufbewegungen	Langanhaltende Verkrampfung der Muskulatur auch mit Bewegungen (oft ruckartig)	Kopfanheben
			koordinierte Bewegungen, z.B. als Reaktion auf äußere Einwirkungen
Reaktion auf <b>Schmerzreiz am Nasenseptum</b>	Einfach positive Reaktion ohne andere Symptome	Wiederholt positive Reaktion ohne weitere Symptome	Wiederholt positive Reaktion zusammen mit einem anderen Symptom dieser Spalte
<b>Reaktionen am Auge</b> (Ströme mit Frequenzwechsel wirken stark immobilisierend! Reaktionen am Auge ggf. nur schwer interpretierbar)	Starres weites reaktionsloses Auge, einfacher Lid- oder Hornhautreflex	Wiederholte Reaktionen am Auge (Lid, Hornhaut oder Pupillenreaktion auf Lichtreiz) ohne weitere Symptome	Spontaner Lidschluss oder gerichtete Augenbewegungen
			Wiederholte Reaktionen am Auge zusammen mit einem anderen Symptom dieser Spalte
<b>Atmung</b>	Schnappen	Schnappen mit Brustkorbbewegungen, Luftziehen bis zu 4 x	Regelmäßige Atmung (Brustkorbbewegungen u. Luftausblasen) ab 4x
<b>Lautgebung</b> (aufgrund von Immobilisierung kann die Stimme sehr leise sein)	<b>Keine</b>	vereinzelt Geräusche evtl. zusammen mit Atembewegungen	Wiederholte oder kontinuierliche Lautgebung
<b>Prüfzeitpunkt C vor Brühanlage</b>			Jegliche Bewegungen

Gesamtwertung: „Nicht OK“: eine Zeile aus Auge, Atmung **oder** Bewegungsapparat „nicht OK“, „Wach“: Tiere sind i.d.R. wach, mehr als eines der Systeme „nicht OK“ gewertet wird.